

505 L H 22/20

2214

(1938-1939)

Construction de tenders par la S.N.C.F.

Dépêche du M.T.P. à la S.N.C.F.	19.10.38			
(s) C.D.	4. 4.39	15	III	6°

Construction de tenders par la S.N.C.F.

4 avril 1939

2214



4 avril 1939

QU. III 6°)

Construction de tenders  
par la S.N.C.F.

(s) 15

M. LE PRESIDENT.— Dans sa lettre du 19 octobre 1938, le Ministre nous avait invités à "... mettre immédiatement à l'étude les mesures nécessaires pour effectuer des travaux de construction de tenders dans les Ateliers ~~de la Société Nationale~~ ~~de la Société Nationale~~ de la Société Nationale".

Sommes-nous en mesure de donner suite à cette suggestion ?

M. LE DESHERAIS.— Nous n'avons pas intérêt à équiper des ateliers pour fabriquer un si petit nombre de tenders.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT.— Peut-être, dans le cas présent, où il ne s'agit que de 3 tenders. Mais on peut envisager, dans l'avenir, un programme de construction plus étendu.

M. LE DESHERAIS.— Il sera intéressant d'envisager à nouveau les diverses solutions possibles lors de l'exécution des commandes plus importantes prévues au plan quadriennal.

MINISTERE  
DES TRAVAUX PUBLICS  
-- --

PARIS, le 19 octobre 1938

Direction Générale  
des Chemins de fer  
et des transports

LE MINISTRE

Secrétariat

à Monsieur le Président du Conseil d'Administration  
de la Société Nationale des chemins de fer.

.....

Par ailleurs, du fait de la baisse du trafic, la Société Nationale dispose actuellement dans ses ateliers d'un personnel excédentaire, ce qui la conduit à réduire notablement le volume des travaux de réparation à confier à l'industrie privée en 1939. On peut envisager d'utiliser, au moins partiellement, ce personnel excédentaire à des travaux de construction de matériel neuf et en particulier de tenders, et d'accroître corrélativement les travaux de réparation dans l'industrie privée.

Je vous prie donc de mettre immédiatement à l'étude les mesures nécessaires pour effectuer des travaux de construction de tenders dans les Ateliers de la Société Nationale, ou chez les réparateurs de locomotives titulaires de contrats comportant un minimum garanti.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS,  
signé : A. de MONZIE.